



## ANALYSE

# Trump 2.0: six questions ouvertes concernant l'économie suisse

Jonas Follonier

Donald Trump, dont le nouveau mandat à la fonction suprême des Etats-Unis a débuté lundi, s'est exprimé au Forum économique mondial jeudi. Il a confirmé en visioconférence sa politique économique libérale sur le plan intérieur, mais protectionniste. La manière dont celle-ci se déclinera sur certains dossiers touchant à l'économie suisse reste cependant incertaine. Parmi ces sujets, le sort des produits pharmaceutiques et des exportations helvétiques en général, notamment au niveau des droits de douane, figure au premier plan. C'est le cas aussi de l'aboutissement ou non de la révision de l'accord entre Berne et Washington portant sur la double imposition des revenus ou de l'imposition des multinationales selon la norme de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), que les Etats-Unis rechignent à appliquer.

### 1. Hausse des tarifs douaniers?

Durant sa campagne, Donald Trump n'a pas fait mystère de sa volonté d'imposer des droits de douane élevés aux pays présentant une balance commerciale excédentaire avec les Etats-Unis. S'il n'a pas encore mis ses menaces à exécution, il a rappelé lundi vouloir taxer la Chine, les Etats européens, mais aussi le Canada et le Mexique. Il a déclaré qu'il entendait imposer des droits de douane de 25% aux produits en provenance de ses deux voisins, et ce dès le 1<sup>er</sup> février. Cela suppose de dénoncer l'accord de libre-échange liant les pays d'Amérique du Nord (Nafta, en vigueur depuis 1994), ce qui

soulève des questions juridiques. Dans la mesure où la Confédération exporte plus de biens vers les Etats-Unis que l'inverse (56,7 milliards de francs contre 29,7 milliards en 2023), elle pourrait également devenir une cible de la Maison-Blanche. La Suisse figure cependant parmi les plus grands investisseurs au pays de l'Oncle Sam et la Banque nationale suisse (BNS) y détient de nombreux actifs financiers.

**2. Critiques envers la BNS?** Le bilan de la BNS pourrait présenter une autre pomme de discorde entre Berne et Washington. Fin 2020, le Trésor américain avait accusé onze banques centrales, dont la BNS, de manipuler leurs devises. Cette dernière s'en était défendue, assurant ne viser que la stabilité des prix. Fin 2021, elle ne faisait plus partie de la liste noire des Etats-Unis. Elle avait entre-temps réduit son bilan. Alors que ce dernier a de nouveau augmenté, que le franc suisse reste très fort et que le taux directeur de la BNS est proche de zéro, les accusations du Trésor à l'encontre de l'institut d'émission pourraient reprendre.

### 3. Suspension des contrôles à l'exportation pour l'IA?

Peu avant la fin de son mandat, Joe Biden avait imposé de nouveaux contrôles à l'exportation pour les technologies d'intelligence artificielle (IA) valables dès mi-mai. Seuls des pays agréés par les Etats-Unis auront un accès illimité aux puces informatiques américaines essentielles pour le

développement de l'IA. La Suisse ne fait pas partie de ces 18 partenaires privilégiés, parmi lesquels se trouvent la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou encore le Japon.

Or, la Confédération s'avère un pôle important pour l'IA. Aussi bien Google que Microsoft ou Amazon y ont leur filiale. Et si celles-ci ne sont pas des sites de production, elles sont bien plus que de simples boîtes aux lettres. Le patron de Meta, Mark Zuckerberg, s'appête ainsi à injecter 3,7 millions de dollars pour construire des bureaux dans le canton de Zurich afin d'y développer Facebook, comme l'ont révélé cette semaine les journaux de CH-Media.

La NZZ relève néanmoins une clause du règlement, selon laquelle les pays dont les gouvernements fournissent des gages à la Maison-Blanche pourront importer davantage de puces. «La question de savoir de quelles assurances il s'agit reste ouverte», note le quotidien zurichois. Tout comme celle de savoir si Berne peut espérer obtenir des dérogations de la part du nouveau gouvernement.

### 4. Sanctions contre la pharma?

Il n'est pas exclu que l'administration Trump sanctionne l'industrie pharmaceutique. En effet, celle-ci a majoritairement soutenu la candidate rivale à l'élection présidentielle, Kamala Harris. Et le ministre de la Santé nommé par le républicain, Robert Kennedy, est connu pour ses critiques envers la «big pharma», accusée de tromper la population et de la mettre en danger avec ses produits.



L'Agefi  
1026 Echandens-Denges  
021/ 331 41 41  
<http://www.agefi.com/>

Medienart: Print  
Medientyp: Publikationsmedien  
Auflage: 19'485  
Erscheinungsweise: täglich

Seite: 3  
Fläche: 64'260 mm²

Auftrag: 3009561  
Themen-Nr.: 272002  
Referenz:  
2c97ba21-820b-417f-b780-8f344753053c  
Ausschnitt Seite: 2/2

Ce secteur représente plus de la moitié des exportations suisses vers les Etats-Unis, soit une part de 53,4% en 2023, pour un volume de 30,3 milliards de francs, selon les données de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières.

### 5. Révision de l'accord sur la double imposition?

Des négociations ont lieu depuis deux ans entre Berne et Washington au sujet de la double imposition des revenus entre la Suisse et les Etats-Unis. Actuellement, des filiales américaines d'entreprises helvétiques doivent s'acquitter d'une taxe de 5% lors de versement de dividendes en Suisse. Ce n'est pas le cas par

exemple pour des entreprises néerlandaises ou britanniques. Les négociations se poursuivront sous la présidence Trump. Dans les colonnes de L'Agefi, le directeur de la Chambre de commerce Suisse-Etats-Unis, Rahul Sahgal, jugeait la semaine dernière que la révision de ce texte était «plus urgente» que la conclusion d'un éventuel accord de libre-échange. Le Conseil fédéral se dit en effet prêt à discuter de cette possibilité avec l'administration Trump.

### 6. Mise en œuvre de l'imposition des multinationales?

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la Suisse applique l'imposition minimale des multinationales décidée par

l'OCDE. Celle-ci demande d'instaurer un impôt minimal de 15% sur le bénéfice des groupes dont le chiffre d'affaires dépasse 750 millions d'euros.

Pour leur part, les Etats-Unis, bien que membre de l'organisation, n'appliquent pas cette règle. La présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter, a déclaré jeudi au WEF que cette norme «était pourtant l'idée de Washington».

Alors que l'Union européenne fait pression sur la Suisse pour développer l'étendue de cet accord, Donald Trump a quant à lui clairement indiqué son opposition à cette disposition et menace même de représailles économiques les Etats qui l'appliquent. ■



**Karin Keller-Sutter.** La conseillère fédérale s'est exprimée jeudi sur les pressions que la Confédération subit de la part de l'Union européenne et des Etats-Unis.  
keystone